

Amère Patrie

Une bonne année pour le tourisme d'après les médias, nos plaisanciers restent ainsi longtemps à flotter entre les îles grecques, forcément à la surface de l'eau. Beau pays et cependant coquille de plus en plus vidée. Le gouvernement d'Alexis Tsípras, fait semblant de découvrir qu'avec le reste des biens publics, il a également transféré la jouissance des sites archéologiques et des musées à la « Treuhand » à la grecque, c'est-à-dire aux mains des rapaces planétaires de l'Agence chargée de la privatisation des biens de la Grèce. Et pendant ce temps, on détruit à la chaîne les bateaux de pêche, de préférence traditionnels. Culture morte.



La scène se déroule dans le Péloponnèse présumé authentique. La destruction d'un bateau de pêche. Plus authentique que jamais, c'est la subvention de l'Union européenne laquelle le plus souvent dépasse largement la valeur marchande du bateau détruit. Le contexte s'y prête d'ailleurs mieux qu'avant, "c'est de l'argent très frais par les temps qui courent", comme on aime se dire sur place. Donc on accepte, aussi dans la mesure où le métier de pêcheur est de plus en plus malmené et surveillé. D'acculturation en acculturation, sans oublier le départ de la dernière jeunesse grecque à l'étranger, les vocations ne sont plus.

Notons qu'en terre étrangère, les enfants grecs ne connaîtront plus le réseau des écoles que l'État grec avait si naturellement financé durant tant d'années. Comme le rappelle même la presse bien... autorisée, en 2011 une décision ministérielle grecque fait baisser de mille à une centaine seulement, le nombre d'unités pédagogiques officiellement reconnues disposant l'enseignement de la langue grecque à l'étranger (quotidien "Kathimerini" du 10 septembre 2018).

En 2018, les parents expatriés malgré eux, reconnaissent que la bataille avait été perdue, ainsi ils ont été obligés de suivre le chemin de l'exil économique. Seulement, toute la bataille actuelle c'est que leurs enfants ne perdent pas le lien avec la langue grecque et pour tout dire avec le pays. Durant cette même année, et sous la gouvernance des déconstructeurs de SYRIZA, comme on sait ouvertement adeptes de l'effacement de notre culture, de notre mémoire, voire de l'effacement du pays tout court, lorsque certains parents installés à Poitiers (France) se sont adressés au Consul grec, exprimant leur désarroi devant la disparition des écoles grecques, le représentant officiel de... l'amère Patrie, leur a tout naturellement suggéré de faire apprendre une autre langue à leurs enfants, par exemple la langue italienne (quotidien "Kathimerini" du 10 septembre 2018).

De retour au pays pour l'été, les enfants de la nouvelle Diaspora ne verront même plus d'ailleurs les beaux bateaux traditionnels, d'après la Confédération de la Protection des bateaux traditionnels en bois, sur 14.500 bateaux de ce type et en 20 ans, près de 12.500 bateaux ont été détruits, "c'est l'apogée de la folie grecque actuelle", et j'ajouterais que la destruction des bateaux tient autant et savamment de la déconstruction culturelle organisée. Accessoirement, les Grecs ne pourront plus se

tourner vers la mer par temps de crise et d'effondrement ultimes, et ils demeureront dépendants des chalutiers et des multinationales agroalimentaires qui entre autres mondialisateurs, sont les maîtres de l'Eurocontrol depuis Bruxelles et Berlin.

Ainsi, 12.500 bateaux ont été détruits. “Jeudi après-midi, dans la zone balnéaire de Néos Pýrgos, sur l'île d'Eubée. La scène à laquelle j'ai assisté avait quelque chose d'un cauchemar. Le soleil avait presque atteint le milieu du ciel et il brûlait fort comme pour nous punir. Deux chiens attachés aux bateaux déposés à proximité sur le chantier de réparation aboyaient continuellement. Devant nous, le caïque ‘Pános-Maria’, construit en 1983, longue de huit mètres, reposait à peine sur le sol au moyen de quatre troncs d'arbres tronqués. Le temps était venu, celui de son exécution, de sa mise à mort. Derrière lui, une pelleteuse. Le conducteur tenait une cigarette dans la bouche et les mains sur les leviers. La fumée sortait des vitres étroites de l'engin, on dirait les narines d'une bête immonde. Dès que l'agent de la Garde côtière grecque a donné le signal, le machiniste a aussitôt manié le marteau-piqueur, ce bras en fer vissé au bout du compresseur à la pince si épaisse. Il a attaqué la coque avec rage.”

“Bois brisé comme on brise les os d'un animal encore vivant. Comme si le bateau avait du souffle et de la voix. Pendant une demi-heure je voyais le caïque perdre sa belle forme, se perçant et se brisant, se lamentant même. Le marteau-piqueur qui se dressait dans les airs soulevait les morceaux de la coque brisée, et qui retombaient au sol. À côté de moi se trouvait Maria, l'épouse du pêcheur Panagiótis Livanós, le propriétaire du caïque. Ils pêchaient ensemble. Son mari, malade, ne pouvait plus poursuivre le travail, ainsi, il a décidé d'abandonner leur bateau à la destruction, et de recevoir en échange, l'indemnité de 83 000 euros que lui a accordée l'Union européenne. Montant excessif. Si cette même coque était construite aujourd'hui, cela coûterait au total 40 000 euros”, (quotidien “Kathimerini” du 15 juillet 2018).



Caïques encore vivants. Péloponnèse, septembre 2018

Beau pays et cependant coquille de plus en plus vidée. L'endroit a été nettoyé et les débris chargés. Au départ du camion, parmi les participants... à la cérémonie, il y en a qui ont donné rendez-vous à Póros, à l'occasion de l'arrivée très officielle et pour tout dire rarissime d'un navire de la Marine nationale russe.

Cette visite de la frégate AMIRAL ESSEN de la classe de l'amiral Grigorovitch, s'inscrit dans le cadre de la commémoration du moment inaugural des relations diplomatiques entre la Grèce contemporaine sous le Gouverneur Ioánnis Kapodístrias, et la Russie. Il y a tout juste 190 ans, ces documents historiques avait été signés dans une demeure justement, de l'île de Póros, très exactement à la date du 17 septembre 1828.



Le navire AMIRAL ESSEN à Póros. Septembre 2018



Il y a 190 à Póros. Septembre 2018

C'est donc dans ce contexte géopolitique et interne tendu, que le gouvernement d'Aléxis Tsípras, fait semblant de découvrir qu'avec le reste des biens publics, il a également transféré la jouissance des sites archéologiques et des musées à la Treuhand à la grecque, c'est-à-dire, aux mains des rapaces planétaires de l'Agence chargée de la privatisation des biens de la Grèce. Et pendant ce temps, on détruit à la chaîne les bateaux de pêche, de préférence traditionnels. Culture morte.

L'affaire avait été fort heureusement récemment dévoilée par un communiqué de l'Association des Archéologues Grecs, daté du 18 septembre, avant que la nouvelle ne soit reprise à travers la presse du pays. D'après le communiqué, "l'Association des Archéologues Grecs souligne une nouvelle fois que les monuments historiques sont protégés par la Constitution et de ce fait, ils sont toujours de propriété publique et ne peuvent faire l'objet d'aucune transaction. Nous dénonçons ainsi, la tentative de transfert de la gestion de tous les monuments anciens comme plus récents, à la Compagnie de Gestion des Biens de l'État, Société Anonyme (ET.A.D. SA), d'après la décision 2018-0004586, en vertu de la loi. 4389 de 2016, et de la décision gouvernementale 86 du 18.06.2018, Journal Officiel 2320 du 19 juin."

"Cette décision ahurissante a été repérée à l'occasion de la publication d'une liste des monuments ainsi 'transférés', relevant du Service archéologique de Région de la Canée en Crète. Sur cette liste figurent notamment, une grande partie Est des fortifications vénitiennes, le fossé du mur byzantin, le fossé Sud des fortifications vénitiennes, vestiges qui se sont révélés importants car on y a découvert des restes de la période minoenne, les traces du chantier naval vénitien, ainsi que les tours

vénitiennes Monigo, le bastion Lando, la forteresse Firka et le bain turc. Biens et surfaces déjà expropriés à des fins archéologiques par le Ministère de la culture et qui sont également en cours de restauration. Sur cette liste sont encore inclus, les musées archéologiques (!), dont celui établi au sein de l'église de San Francesco, le nouveau Musée archéologique de la ville, le Musée national d'Elefthérios Venizélos, de même que les Archives historiques de la Crète.”

“C’est un processus qui ne trouve pas de précédent dans l’acception de ce qui tient habituellement de la bonne gestion en matière de patrimoine culturel. Ainsi, et à juste titre, cette décision gouvernementale ne peut que susciter les plus vives réactions en cascade au niveau national, comme international. L’exclusion des monuments et des sites archéologiques, conformément à l’article 196, paragraphe 4 de la loi. 4389 de 2016, n’est que de la poudre aux yeux, dans la mesure où elle est contredite par le paragraphe suivant. Le paragraphe 5 de ce même article stipule que les propriétés exemptées demeurent pourtant incluses dans le portefeuille de la gestion de la Compagnie de Gestion des Biens de l’État. La possession donc, l’utilisation et la gestion des monuments les plus importants de la Canée n’appartiennent plus au ministère de la Culture, ni à ses Services régionaux, en violation de l’esprit de l’article 24 de la Constitution de la Grèce.”

“Les monuments et les antiquités sont des objets et des réalités qui doivent rester hors toute transaction ou opération de transfert, et ceci de façon comme on dit inaliénable. Toute tentative de transfert à des tiers de leur gestion nous trouve ainsi opposés. Ceci est une position ferme de notre Association, et nous allons nous battre par tous les moyens légaux afin de maintenir le caractère d’antiquités comme étant un bien social public. L’Association des Archéologues Grecs ne permettra pas l’utilisation des sites archéologiques et des monuments comme une sorte de gage, lié à la dette et ceci même pour une durée d’un siècle, au demeurant, aux résultats largement inconnus en fin de compte.”

“Cette action inacceptable, même si elle se produit en temps de paix, ne peut être comparée qu’aux vandalismes des monuments et au pillage des antiquités durant les années pétrifiées de l’Occupation allemande, ou au moment où les antiquités étaient largement pillées au 19ème siècle. Il s’agit enfin de la phase ultime dans l’aberration politique actuelle, étant donné qu’au même temps, nous nous attendions plutôt à une action coordonnée pour le retour des antiquités volées, et pour une compensation légitime liée à leur destruction en temps de guerre. Pour ces raisons importantes, l’Association des Archéologues Grecs, appelle les dirigeants politiques du ministère de la Culture et le gouvernement à annuler immédiatement le transfert de la propriété et la gestion des monuments de La Canée et des autres régions du pays inclus dans cette liste des 10 119 biens à transférer à la Compagnie de Gestion des Biens de l’État (...).”, communiqué de l’Association des Archéologues Grecs sur leur site Internet.

“C’est le site de l’Acropole même qui est menacé par un tel processus”, fustige Míkis Theodorákis dans une déclaration communiquée à la presse grecque. Le “gouvernement” dément dans un premier temps, et finalement du bout des lèvres, la nouvelle Ministre de la Culture, la PASÓKienne Myrsíni Zorbá, admet que “c’est dommage de ne pas délier les monuments de la liste (...) je suppose que Madame Koniórdou qui occupait ce poste il y a peu, avait trouvé une formule adéquate en concertation avec le Ministère des Finances lors de la constitution de cette liste des biens transmis en 2016, cela-dit, je l’ignore” (presse grecque du 21 septembre 2018).

Pendant ce temps, on vole désormais les roues des motos, même sur l’île de Póros, tandis qu’à deux pas des lieux du martyre du caïque brisé, les élus très locaux organisent réception sur réception pour accueillir les potentiels “investisseurs” forcément étrangers qui convoitent hôtels et autres bâtiments désormais relevant ou presque, de la gestion de la fameuse Compagnie de Gestion des Biens de l’État.

D’ailleurs, sur cette fameuse liste longue aux 10.119 biens, figurent d’après les Archéologues, la Tour Blanche de Thessalonique, le monument de la Rotonde, ainsi que l’Église Sainte Sophie (presse grecque de la semaine). D’autres sources font état d’une situation dangereuse et analogue pour ce qui est des Îles Ioniennes. Sur l’île de Céphalonie par exemple, ce serait le périmètre du

monument dédié à la mémoire des Italiens de la division ACQUI, massacrés comme on sait par les troupes allemandes en septembre 1943, qui passeraient sous contrôle... de la Treuhand à la grecque. Retour... de l'histoire ? Je pense alors aux émouvants messages que des Italiens ont laissés sur les murs de l'ancienne prison située au deuxième sous-sol de l'immeuble pour un temps historique que la Gestapo avait transformé en prison entre 1943 et 1944. Serait-il peut-être à vendre ?



Message italien de 1944. Athènes, septembre 2018

Bonne année pour le tourisme d'après les médias. Au Pirée, on se baigne entre les fortifications antiques et les évidences du temps présent, signe aussi des temps. Parfois, on y distingue même certaines navettes italiennes qui croisent près des côtes, vraisemblablement en direction du Canal de Corinthe.

La semaine dernière, le journaliste Yórgos Trángas, ami des Ambassades des États-Unis et du Royaume Uni, d'après ses propres affirmations, a publiquement et fermement souhaité... "l'essor du tourisme en Grèce, c'est-à-dire, d'arriver à plus de 60 millions de visiteurs par an, au lieu de presque 30 millions actuellement" (Radio 90.1 FM, zone matinale). Autrement-dit, le cauchemar, la gestion du patrimoine et les bateaux de pêche en moins si le crime actuel se perpétue entre SYRIZA et les marionnettes d'en face, chez les Mitsotákis.

Beau pays marin, derrière sa vitrine :



<http://www.greekcrisis.fr/2018/09/Fr0685.html#deb>